NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 26 octobre 2026

Le racisme tue et la répression mutile en défense des intérêts du Medef. Le mouvement continue : construisons la grève dans les entreprises

L'attentat raciste de Trappes a coûté la vie à un homme de 26 ans, Pengo Bossio Wangi, et blessé cinq personnes dont une fillette de 12 ans qui se bat pour survivre. La tristesse est immense, mais aussi la rage et la colère. Cette tuerie a visé des quartiers populaires qui sont, comme beaucoup d'autres, la cible de discours racistes qui cherchent à dénigrer et diviser les travailleurs et les travailleuses qui font tourner ce pays. Bardella avait qualifié Trappes de *« capitale européenne du Jihad »*. Le Pen, Retailleau et les macronistes vomissent jour et nuit sur les chaînes des milliardaires leur haine islamophobe qui attise les divisions identitaires pour mieux protéger leur système de relégation sociale et d'exploitation. Et cette haine n'a même pas eu la décence de se taire depuis vendredi, Macron n'ayant même pas appelé ce meurtre par son nom : un attentat raciste et islamophobe.

Ce sont ces politiques racistes parce qu'anti-ouvrières qui ont armé le tireur de Trappes. Deux poids, deux mesures : c'est l'idéologie de cette société à deux vitesses que la jeunesse rejette depuis maintenant plus d'un mois. Le mouvement lycéen, parti des anciennes colonies de Mayotte, des Antilles et des banlieues ouvrières de la capitale, ne connaît aucune trêve malgré les vacances scolaires. Les menaces de Macron et Nunez n'y ont rien fait : la jeunesse, rejointe par des centaines de milliers de travailleurs, était aussi nombreuse le 24 octobre que le 17, malgré les atermoiements des directions syndicales à contester les interdictions de manifester.

Le pouvoir n'avait pas lésiné : rassemblements interdits dans des agglomérations entières comme à Lyon, parcours imposés, déploiement de blindés « centaures » et autres canons à eau. Les flics ne se sont pas privés d'utiliser leur arsenal de guerre contre les manifestants et ils ont encore mutilé et éborgné. Des groupes d'extrême droite adeptes du coup de poing, satellites du RN « cravaté », ont tenu à apporter leur contribution au « maintien de l'ordre » dans une vingtaine de villes en attaquant les cortèges avant de se retrancher derrière les lignes de CRS complices. Le gouvernement, comme le RN, prétend défendre les libertés démocratiques comme le droit de manifester ou le droit de grève y compris pour la jeunesse scolarisée… jusqu'à ce que les travailleurs s'en servent !

Ce mouvement montre bien qu'il y a deux camps : d'un côté la jeunesse populaire et les salariés qui revendiquent la fin du tri social dans l'éducation, la santé ou tout service utile à la population ; qui exigent que les salaires suivent les prix avec un rattrapage de 600 ou 700 euros mensuels et un Smic à 2200 euros nets pour ne pas être dans le rouge dès le 10 du mois ; qui veulent vivre de leur travail donc interdire les licenciements et partager la tâche entre tous pour en finir avec le chômage. De l'autre côté, Total, profiteur de guerre qui rackette les automobilistes, Bolloré qui vomit sa haine raciste, Dassault qui s'engraisse sur des budgets militaires en hausse. Cette bourgeoisie ne feint l'empathie que pour les « commerçants », comme si elle vivait la même vie que des petits entrepreneurs indépendants. Pour les autres, ceux qui produisent toutes les richesses qu'elle accapare, c'est la matraque, la division raciste et le choix électoral entre Macron ou son clone Le Pen.

La démonstration est faite : les classes populaires ont la force du nombre et la détermination de se battre pour l'émancipation et la justice sociale. Pour faire plier ce pouvoir radicalisé, il faut maintenant s'attaquer au cœur du problème : bloquer la machine à profits par la grève. C'est ce qu'il faut préparer en discutant et en s'organisant à la base, syndiqués et non syndiqués, et en manifestant samedi 31 octobre, puis mardi 3 novembre avec les lycéens, pour un 5 novembre qui soit le début d'une grève générale !

Contre la vie chère, augmentez les salaires !

Ça fait des mois que l'inflation ronge nos budgets et nous contraint à faire des sacrifices. Et ça fait des mois que la direction de Renault fait la sourde oreille et refuse de réviser les NAO du début d'année.

La lutte des lycéens, des étudiants et les manifestations géantes du 17 et du 24 novembre montrent qu'on peut exprimer collectivement notre colère face à la vie chère et nos revendications.

Dans la rue, par centaines de milliers on se fait entendre, mais c'est par la grève dans les entreprises qu'on mettra la pression au patronat.

La CGT appelle à un débrayage mardi 26 à 10h, c'est une première étape pour exiger la hausse des salaires, en prenant sur les profits patronaux.

On ne veut pas des miettes

La direction prétend faire un geste pour les salariés face à l'inflation, mais sa que cela lui coûte un centime. Dans son projet d'accord qu'aucun syndicat n'a finalement signé, elle proposait des mesures indolores pour ses comptes…

Par exemple l'aide de 50€ nets versée en novembre pour les petits salaires était financée en tapant dans le fonds de solidarité chômage partiel, alimenté par les cotisations salariales et patronales. Et la prise en charge d'une partie de la mutuelle, l'était grâce à un fonds financé par nos propres cotisations.

On a une solution plus simple et plus juste : taper dans les profits, qui sont le fruit de notre travail. Et avec les 697 millions donnés en dividendes aux actionnaires, il y a de la marge.

Pour une grève générale le 5 novembre

Après le 17 octobre, Macron et Lecornu voulaient en finir avec les manifestations. Les préfets ont tenté d'interdire ou de restreindre l'expression de la contestation. Résultat : encore des centaines de milliers de manifestants dans les rues samedi dernier, et un mouvement qui s'installe.

Mais défiler dans les rues le samedi et travailler le reste de la semaine ne suffira pas à gagner, on le sait depuis le mouvement des Gilets Jaunes. Pour arracher des hausses de salaires et faire payer les riches, il faut menacer le grand patronat, car c'est lui qui décide en fin de compte. Et pour ça, il faut utiliser notre arme de travailleurs : la grève, pour paralyser la machine à profits. Les syndicats appellent à la grève le jeudi 5 novembre. C'est l'occasion de rentrer dans la bataille, en tant que salariés.

En 1936 ou en 1968, ce sont deux grèves générales qui ont fait trembler les capitalistes et les ministres à leur service. Un exemple à méditer.

Sortie de route à Viry-Châtillon

Renault vient d'annoncer la vente de sa filiale Alpine Racing SAS au groupe belge Dumarey. Il y a 2 ans, De Meo stoppait l'activité de motorisation F1 de l'usine de Viry-Châtillon et promettait à la place un « centre Hypertech » censé garantir l'avenir du site qui a depuis perdu 200 salariés (du groupe Renault ou des sous-traitants).

Comme à Villiers-Saint-Frédéric et sur les autres sites d'ingénierie, les salariés font les frais de la politique de la direction qui fait passer les profits avant nos vies. Mais à VSF, à Viry-Châtillon, à Lardy et ailleurs, on a aussi montré qu'on était capables de se mobiliser contre la casse sociale. C'est le moment d'y aller collectivement !

Une « pérennisation » très précaire

La direction d'Alpine parle ce cette vente comme d'une « opportunité solide et cohérente pour la pérennisation […] du site ». Autrement dit, Renault voulait s'en débarrasser et explique que l'avenir sera meilleur avec Dumarey… un groupe casseur d'emplois, qui a liquidé cette année ses 2 usines automobiles de sa branche Powerglide, à Strasbourg et à Andrézieux-Bouthéon (Loire).

Pas de quoi rassurer les salariés d'Alpine...

Attentat de Trappes : Macron a la mémoire courte

Après l'attentat raciste de Trappes (Yvelines), Macron a jugé que c'était un « un tournant parce que c'est la première fois qu'il y a un acte terroriste planifié pour tuer nos compatriotes, nos enfants, en raison de leur couleur de peau ou de la religion qu'on leur donne. »

La première fois ? C'est oublier par exemple l'attentat contre l'école Ozar Hatorah de Toulouse en 2012, celui de l'Hyper Cacher porte de Vincennes en 2015, celui de 2022 contre des Kurdes à Paris celui près d'une mosquée dans le Gard en 2025.

Sans compter les innombrables agressions racistes, antisémites ou islamophobes qui touchent chaque année des milliers de personnes, alimentées par la banalisation des idées d'extrême droite. Mais, de tout cela, Macron n'a rien vu.

Violences judiciaires

Les avocats du barreau de Seine-saint-Denis ont dénoncé les conditions inacceptables dans lesquelles avaient été incarcérés 17 mineurs au tribunal de Bobigny, suite à leur interpellation du 17 octobre : pas de matelas ou des banquettes trop courtes pour s'allonger, des cellules surpeuplées et immondes... Et le tout photos à l'appui.

Le procureur a été forcé de reconnaître « que ces mineurs n'ont pas pu être accueillis au cours de la nuit au dépôt de Bobigny dans des conditions acceptables ». Suite à cette démarche tous les mineurs sont ressortis libres alors que devant le tribunal 200 enseignants s'étaient réunis en scandant « Libérez nos élèves » !